

1 - Situation Générale

Le mois de mars n'a pas vu d'accalmie dans les combats qui se déroulent au nord du pays principalement dans les secteurs de RUHENGARI et BYUMBA, où les tirs de mortiers la nuit sont quotidiens. Il en est de même des infiltrations, à partir de l'UGANDA, du F.P.R. Les F.A.R. tout comme les rebelles déplorent tous les jours des morts et des blessés.

Cette situation entraîne une désaffection des campagnes, et une recrudescence des réfugiés qui sont de plus en plus démunis.

Le moral de la troupe rwandaise n'est pas brillant et il n'est pas rare que des actes insensés soient commis. Ainsi, dans la nuit du 22 au 23 mars, un bataillon des F.A.R. a abandonné la position de NYABWISHONGUESI (5 Kms Ouest-Sud-Ouest de KAGITUMRA) car il ne voulait plus attendre la relève. La position a donc été prise par les rebelles mais non renforcée car ceux-ci ont cru au piège. Cette position a été reprises par les F.A.R. après plusieurs attaques infructueuses.

D'autre part, le ministre de la défense Rwandaise craint une pénurie de munitions et un envoi de 2000 obus a été demandé à la France.

Au cours des 07, 08, 09 et 10 mars 1992 des massacres inter-ethniques ont eu lieu dans le BUGESERA (50 kms Sud-Sud-Est de KIGALI). Plusieurs centaines de morts principalement Tutsis sont à déplorer, et il est reproché à l'Armée ainsi qu'à la Gendarmerie Rwandaises d'être intervenues trop tard volontairement. Ces massacres ont entraîné des réfugiés (1500 dans la paroisse de NGENDA et 7300 dans celle de NYAMATA). Le parti Libéral a formulé des reproches à l'encontre des Français, alléguant leur passivité pour soutenir le régime Présidentiel à l'origine des massacres.

2 - Activité Diplomatique

Une réunion de la communauté des pays des grands lacs (RWANDA - ZAIRE - BURUNDI) devait avoir lieu les 14 et 15 mars 1992 à GISENYI. Cette réunion a été annulée la veille de son ouverture, sans raison valable connue.

A la suite de pressions émanant de l'opposition, principalement du M.D.R., la France a envisagé le retrait de l'Assistance Militaire Technique apportée par le Commandant (G.S.P.R.) à la garde présidentielle. A l'heure actuelle, ce retrait semble être reporté à août 1992.

Les ambassadeurs occidentaux semblent impuissants devant le refus du Président d'ouvrir son gouvernement aux partis de l'opposition.

3 - Politique intérieure

- Dans le cadre d'un remaniement ministériel, soi-disant souhaité par le Président pour ouvrir son gouvernement au multipartisme, après maintes difficultés un protocole d'accord a été signé par les partis de l'opposition qui se sont prononcés pour le choix d'un Premier Ministre appartenant au M.D.R. Cet accord date depuis la mi-mars mais le Président jusqu'à présent malgré de nombreuses pressions internes et externes, ne veut pas se prononcer. Ceci provoque une incertitude politique inquiétante même si l'espoir (vain de l'avis général) des partis de l'opposition les incite à ne pas provoquer des manifestations qui pourraient dégénérer, mais cette situation ne peut pas perdurer.

- Les finances du RWANDA semblent être au plus bas, la guerre coûte cher, et les employés de certaines administrations, P.T.T. notamment, ne sont pas sûrs d'être payés au mois d'avril. De plus la paye des Gendarmes a été diminuée, d'où mécontentement.

- A KIGALI, la situation intérieure se dégrade et des attentats sont perpétrés :

+ Le 04.03.1992 à 19H30, explosion entendue dans le centre de KIGALI, aucune explication plausible donnée par les autorités légales.

+ Le 07.03.1992 à 07H50, sur une piste située dans l'agglomération de KIGALI, explosion d'une mine anti-char qui a détruit un camion sans faire de victime.

+ Le 19.03.1992 à 13H30, à la gare routière de KIGALI, explosion criminelle d'un " taxi-brousse ", bilan trois morts, une trentaine de blessés dont trois graves.

++ Le 24.03.1992 à 12H00, trois grenades ont explosé à proximité du Golf de KIGALI, sans faire de victime.

+ Le même jour à 20H00, une grenade a explosé derrière l'hôtel du Méridien, et une autre a été découverte non explosée mais dégoupillée. Cette seconde action semble être le fait de cambrioleurs qui ont lancé ces grenades pour protéger leur fuite.

+ Le 26.03.1992 à 09H30, dans le quartier de Nyamirambo (sud-ouest de la capitale), une mine anti-personnel a explosé au passage d'un véhicule, aucune victime.

+ Le 28.03.1992 à 20H30, zone industrielle de KIGALI, deux explosions, dont l'origine n'a pu être déterminée, ont été entendues.

Ces genres d'attentats sont également perpétrés dans le reste du pays et provoquent parfois des morts.

Sur l'origine de ces actes, deux versions s'opposent :

+ celle émanant des partis de l'opposition qui accusent le pouvoir qu'il légitimerait ainsi son refus à l'ouverture au multipartisme.

- Divers

- La population coopérante est inquiète de la dégradation intérieure du pays. Elle craint pour sa sécurité en cas de conflits civils.
- La présence militaire française est jugée, soit pas assez engagée par le parti au pouvoir, soit trop engagée au soutien du Président par les partis de l'opposition. Cependant, pour l'instant aucune animosité à son encontre ne se ressent.

5 - Forces françaises stationnées sur le territoire

Le détachement NOROIT est stationné à KIGALI, et ses sorties sont pour l'instant limitées. Cependant, un groupe est installé en permanence au camp militaire de MUKAMIRA (20 kms de RUHENGARI).

Le détachement NOROIT a escorté des convois d'aide humanitaire offerte par la C.E.E. aux réfugiés du BUGESERA, de BYUMBA et de RUHENGARI.

I - Situation et évolution au cours du mois écoulé, évolution prévisible.

- Aucune évolution marquante n'est intervenue dans les zones de combat.
- La dégradation du climat intérieur est nette, et tout est possible, aussi bien un embrasement civil, qu'un apaisement. Cependant le pessimisme des diplomates occidentaux n'encourage pas l'espoir de voir évoluer favorablement la situation, et ceci en raison de l'entêtement du Président à ne pas vouloir désigner un premier ministre issu de l'opposition.

Declassifié par décision
du ministre de la Défense

N° 001153 du 12 MAR 2021

818

0205 1992

- AMBIANCE GENERALE :

Le 06 mars 1992 a vu l'arrivée du 2^e R.I.M.A. en remplacement du 2^e R.E.P. Il est composé de 168 Officiers et Sous-Officiers stationnés dans six cantonnements différents bénéficiants de tout le confort souhaité, à l'exception d'un (météo aéroport) auquel les aménagements nécessaires vont être apportés.

Le plus grand danger pour les militaires en place est le manque d'action caractérisé par l'absence de sorties sur le terrain, due à la situation conflictuelle du pays. Cet état est en voie de changement, et la perspective de sorties a été appréciée par tous.

Les éléments du 2^e R.I.M.A. se sont vite intégrés à la vie locale et les rapports militaires - coopérants occidentaux ainsi que militaires - Rwandais sont bons.

De l'avis général, le séjour actuel au RWANDA est qualifié de " bonne tournante " par les militaires français du 2^e R.I.M.A. qui sont agréablement surpris par les conditions de vie du pays.

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 001153 du 12 MAR 2021